

## La crise sanitaire 2020 : Quel impact sur la dynamique des affaires en Algérie ? The 2020 health crisis: What impact on business dynamics in Algeria?

BELOUTI NABIL<sup>1</sup>, AIT MOKHTAR OMAR<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Université Oran 2, Mohamed Ben Ahmed, beloutin@yahoo.fr

<sup>2</sup> Université de Chlef, Hassiba Benbouali, Chlef, omaraitmokhtar@gmail.com

Reçu le : 01-09-2020

Accepté le : 22-09-2020

### **Résumé :**

*Le présent article est consacré à étudier l'impact de la crise sanitaire actuelle causée par le CORONAVIRUS sur la dynamique des affaires en Algérie. Le papier est entamé par l'exposer de notre analyse de la situation économique en Algérie pendant la crise sanitaire actuelle à travers d'abord un état des lieux des écrits les plus récents, à savoir, les rapports mondiaux<sup>2</sup> et locaux<sup>3</sup> des organismes les plus connus ainsi que les études effectuées par les économistes<sup>4</sup> de renommée mondiale.*

*Le dernier point de l'article exposera les résultats d'une enquête de terrain concernant 305 entreprises afin d'analyser l'impact de la crise sur leur organisation, leurs activités et leur finance.*

**Mots clés :** CORONAVIRUS ; Crise sanitaire ; Dynamique des affaires ; Relance économique ; Algérie.

**Jel Classification Codes :** L25

### **Abstract :**

*This article is devoted to studying the impact of the current health crisis caused by CORONAVIRUS on business dynamics in Algeria. The paper begins with the presentation of our analysis of the economic situation in Algeria during the current health crisis through first an inventory of the most recent writings, namely, the world and local reports of the best-known organizations as well as studies by world-renowned economists.*

*The last point of the article will present the results of a field survey of 305 companies in order to analyze the impact of the crisis on their organization, their activities and their finance.*

**Keywords :** CORONAVIRUS; Health Crisis; business dynamics; Economic recovery; Algeria.

**Jel Classification Codes :** L25

---

<sup>1</sup> **Auteur correspondant :** BELOUTI NABIL, beloutin@yahoo.fr

<sup>2</sup> Comme organismes mondiaux, nous citons : le FMI, la banque mondiale, les études de l'OCDE, L'OMS.

<sup>3</sup> Au niveau local, les statistiques utilisées sont celles de l'Office Nationale des Statistiques ONS.

<sup>4</sup> La plupart des citations sont celles des économistes ayant effectué des études empiriques sur plusieurs pays du monde et plus particulièrement les lauréats du prix Nobel.

## 1. Introduction

*L'imprévisible crise sanitaire actuelle, causée par le COVID-19, pose, à plusieurs niveaux, des questions fondamentales. Elle questionne la forme actuelle de la mondialisation, et l'idéologie néo-libérale qui l'a jusqu'ici accompagnée (Borrell, 2020). Elle interroge la gouvernance mondiale, dépassée par les agissements nationaux, et les tentations de fermeture. Elle appelle à la mobilisation des instruments de l'État, et d'une solidarité qui sollicite, en particulier la confiance des peuples.*

*Le COVID-19 perçu en tant qu'un Choc sanitaire au départ, est devenu très vite un choc économique et social totalement inédit. Son impact immédiat était le confinement de plusieurs milliards d'individus chez eux, aucun économiste n'aurait pu l'imaginer. Ses conséquences iront donc bien au-delà de ce que l'on a pu connaître lors des crises antérieures.*

*La crise actuelle s'est montrée aussi en tant qu'un catalyseur de la recherche scientifique portant sur l'impact de la santé sur la croissance et la stabilité économique. La communauté des chercheurs s'est bousculée afin de, d'une part, tirer au clair les enjeux et les risques encourus notamment sur le plan économique-social et, d'autre part, proposer des redressements aux perspectives tracées antérieurement avant de prendre en compte les contractions et les changements causés par la pandémie actuelle.*

*Le présent papier a comme objectif de répondre à la question : quel est l'impact du CORONAVIRUS sur la dynamique des affaires et sur les activités des entreprises en Algérie. Pour ce faire, nous avons procédé par une enquête de terrain à travers un sondage au près de plus de 305 dirigeants d'entreprise. Le contenu de cet article s'articule autour de quatre grands points. Les points 2., 3. et 4. sont dédiés à exposer notre analyse de la situation économique en Algérie pendant la crise sanitaire actuelle à travers d'abord un état des lieux des écrits les plus récents, à savoir, les rapports mondiaux<sup>5</sup> et locaux<sup>6</sup> des organismes les plus connus ainsi que les études effectuées par les économistes<sup>7</sup> de renommée mondiale. Nous pensons qu'aucune étude portant sur l'analyse de l'évolution des activités des entreprises ne peut avoir lieu sans l'appréhender dans son contexte économique et social. Nous faisons recours également aux résultats publiés par des organismes<sup>8</sup> locaux ayant effectué des enquêtes de terrain portant sur la crise actuelle et son impact sur l'économie nationale. Le point 5. sera consacré aux résultats d'une enquête de terrain concernant 305 entreprises portant sur l'impact de la crise sanitaire actuelle sur la dynamique de leurs activités. Cette étude se veut également une contribution qui propose certaines mesures d'urgence pour*

---

<sup>5</sup> Comme organismes mondiaux, nous citons : le FMI, la banque mondiale, les études de l'OCDE, L'OMS.

<sup>6</sup> Au niveau local, les statistiques utilisées sont davantage celles de l'Office Nationale des Statistiques ONS.

<sup>7</sup> La plupart des citations sont celles des économistes ayant effectué des études empiriques sur plusieurs pays du monde et plus particulièrement les lauréats du prix Nobel.

<sup>8</sup> Notamment l'enquête de La Confédération des Industries et des producteurs Algériens CIPA, Mai 2020.

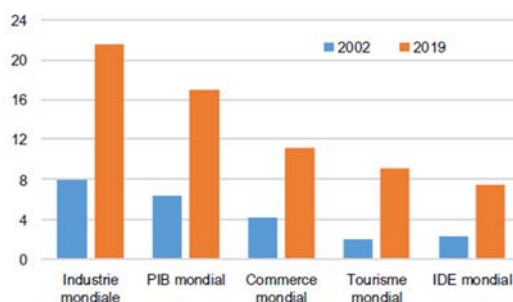
atténuer la crise que traversent les entreprises algériennes, qui sans mesures d'accompagnement, beaucoup d'entre elles ne survivront pas à cette situation inédite.

## 2. La situation économique mondiale et en Algérie

Le processus de globalisation économique a avancé significativement depuis les deux dernières décennies du siècle précédent. Ce processus a provoqué de profondes transformations structurelles dans l'économie mondiale. En particulier, il y a eu des changements de pouvoir dans les pays les plus importants. Parmi l'ensemble des transformations, les éléments les plus évidents sont, d'une part, le maintien de niveaux élevés de pouvoir économique des États-Unis, même avec une certaine réduction de cette puissance après la crise de 2008, et, d'autre part, la montée de la Chine comme puissance économique (Pinto & Gonçalves, 2014).

Selon (OCDE, 2020a), les taux d'intégration de la Chine dans l'économie mondiale de 2002 à 2019 ont été multipliés par : 3 fois dans l'industrie mondiale, 2.5 fois dans le PIB mondial, 2.4 fois dans le commerce mondial, 4.3 fois dans le tourisme mondial et 3 fois dans l'IDE mondial (Graphique 1).

**Graphique 1 :** La Chine est plus intégrée dans l'économie mondiale En % mondial



*Source : OCDE 2020a Mars Coronavirus Economie mondiale menacée.*

Par ailleurs, la Chine détient une part importante dans la demande mondiale de matière première. Cette dernière a connu une flagrante évolution de 2000 à 2018. Pendant cette période, la demande sur l'Aluminium, le plomb et le cuivre a été multipliée par 3. Celle du Nickel a connu un multiplicateur de plus de 8 fois pendant cette même période. La demande sur le pétrole brut a été doublée (Graphique 2).

**Graphique 2 :** La part de la Chine dans la demande mondiale de matière première



*Source : OCDE 2020a Mars Coronavirus Economie mondiale menacée.*

Au cours de la crise sanitaire actuelle, moins de six mois sont passés et le coronavirus (COVID-19) a déjà été la cause de souffrances humaines de plus de 5 700 000 cas confirmés et de plus de 370 000 décès (OMS, 2020). À cet effet, l'année 2020 a fatalement connu des perturbations économiques majeures notamment en Chine étant le pays hôte des premières contaminations au Coronavirus.

La contraction de la production en Chine a eu des effets dans le monde entier, témoignant de l'importance croissante de la Chine dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et sur les marchés de produits de base impactant à cet effet le domaine des affaires des pays du monde entier.

Les perspectives de croissance demeurent très incertaines :

- En partant de l'hypothèse que le pic épidémique en Chine était celui du premier trimestre 2020 et que dans les autres pays, l'épidémie se révélera plus modérée et circonscrite, la croissance mondiale pourrait être inférieure d'environ ½ point de pourcentage cette année au chiffre attendu dans les Perspectives de novembre 2019 (BELOUTI, 2020).
- La croissance annuelle du PIB mondial devrait en conséquence baisser globalement à 2.4 % en 2020, en partant du chiffre déjà faible de 2.9 % enregistré en 2019, et elle pourrait même peut-être être négative à la fin de l'année 2020. Ces chiffres se présentent dans un contexte marqué par l'incertitude politique - liée à l'évolution des tensions commerciales -, la crise du secteur automobile, le ralentissement économique chinois et la perspective d'une fin d'expansion aux États-Unis, les enquêtes de confiance se sont dégradées, en particulier dans l'industrie (OFCE, 2020).
- Les perspectives pour la Chine ont été dégradées significativement, puisque la croissance passera en dessous de la barre de 5 % cette année (FMI, 2020). Sans oublier que les secteurs mondiaux de la santé, le plus sollicité lors de cette pandémie, dépendent de la Chine. En effet, l'ampleur de la dépendance vis-à-vis de la Chine pour l'importation d'un certain nombre de produits est énorme, particulièrement pour les masques et les tenues de protection (50 %). Par ailleurs, 40 % des antibiotiques importés par l'Allemagne, la France ou l'Italie le sont de Chine, qui assure la production de 90 % de la pénicilline consommée dans le monde. Aujourd'hui, pas un gramme de paracétamol n'est produit en Europe (Borrell, 2020).
- Une épidémie plus durable et plus importante de coronavirus, qui se propagerait à la région Asie-Pacifique, l'Europe et l'Amérique du Nord, assombrirait considérablement l'horizon. Dans cette hypothèse, la croissance mondiale pourrait tomber à 1 ½ pour cent en 2020, la moitié du taux de croissance prévu avant la survenue de l'épidémie (Trainar, 2020).
- La crise sanitaire actuelle agit aussi comme un catalyseur des mutations économiques mondiales et des relations internationales. Elle accélère et amplifie des tendances qu'on voyait poindre avant la

crise, comme le rôle central et croissant du cyberspace, et de l'ubérisation de la société (Gomart, 2020).

En Algérie, selon les données du Fonds Monétaire International, le produit intérieur brut réel (PIB) devrait chuter de 5,2% durant l'année 2020; avant de se redresser l'année prochaine, puisque le FMI prévoit une croissance économique, qui s'est fixé à 0,7% en 2019; à hauteur de 6,2% en 2021. Sur les deux années à venir, et selon les mêmes données, les indicateurs de notre pays sont hautement critiques. (FMI, 2020)

Par ailleurs, les statistiques publiées par l'ONS en mois d'avril dernier ne peuvent être qu'alarmantes. L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une hausse de 1,2% en mars 2020 par rapport au mois précédent, soit une variation plus importante que celle observée au même mois de l'année écoulée (+0,9% en mars 2019 par rapport à février 2019). Cette tendance, qui intervient après deux baisses consécutives enregistrées au cours des mois précédents (respectivement -0,1% et -0,6%) est induite, essentiellement, par l'augmentation des prix des biens alimentaires (+2,5%) (ONS, Avril 2020).

Faut-il ajouter à cet exposé des éléments sur le contexte actuel que vivent les acteurs institutionnels voir les organes de l'État. Ces derniers doivent avoir leur rôle à jouer dans la crise actuelle, notamment les collectivités locales qui sont les plus proches du citoyen (BELOUTI & LAHLOU, 2020). Les études menées sur ce sujet-là dénotent dans leur majorité des insuffisances telles que :

- La dépendance totale en termes de financement qui se fait à travers des budgets de fonctionnement et d'investissement non intégrés,
- L'absence d'un cadre de planification budgétaire pluriannuelle,
- La gestion des dépenses en fonction des moyens et non des résultats visés,
- Contrôles à priori qui vérifient la conformité de la dépense en occultant souvent son efficacité versus un contrôle à posteriori fait tardivement,
- Imputabilité faible des gestionnaires, voire inexistante
- Un système d'information peu performant (Utilisation d'outils informatiques limités et non intégrés) cela sous-entend que ces institutions sont très loin de la digitalisation.

### **3. Démographie, pouvoir d'achat, chômage et marche du travail :**

L'Algérie est classée 53ème au niveau mondial en termes du nombre de personnes infectées par le coronavirus (COVID-19) à plus de 8500 atteints (Statista, mai 2020). Cette pandémie a coïncidé avec une évolution défavorable des données démographiques.

En effet, au cours de l'année 2019, l'accroissement naturel annuel a atteint 837.000 personnes, avec un taux d'accroissement naturel de 1,93%, continuant d'enregistrer la baisse enclenchée depuis 2017, avec un recul de 0,06 point par rapport à l'année 2018. Cette baisse est principalement due au recul du volume des naissances enregistrées au cours de l'année, mais aussi à l'augmentation du volume des décès.

Ce dernier n'est pas du tout normal notamment quand on voit que le taux de mortalité infantile<sup>9</sup> en Algérie dépasse largement les 34 ‰ dans une Wilaya comme Oran deuxième ville universitaire et deuxième pôle économique important du pays. Bouyacoub (2020) dénote même une stagnation de ce taux depuis 2014 à ce jour en précisant que ce taux est très faible en Europe occidentale et aux pays industrialisés atteignant moins de 3 ‰, comme à Cuba dont le système de santé est bien gouverné, ce taux enregistre 3,7‰, avant même le Canada qui affiche 4,30‰, pour l'année 2018.

S'agissant du pouvoir d'achat et du niveau des salaires en Algérie, les dernières études, notamment celles de l'Office national des statistiques, font état d'un salaire moyen qui ne dépasse pas les 41 000 DA (ONS, 2019). La dévaluation du dinar et la flambée des prix des produits de large consommation ont contribué à rendre difficile la mission de notre président et de son gouvernement qui, face à cette situation, a pris récemment des mesures à savoir la suppression de l'Impôt sur le revenu global (IRG) sur les faibles salaires (moins de 30 000 DA). Cette décision est loin d'être fortuite dans une époque où le monde entier revoit sa politique fiscale quant à son incidence sur les salaires. L'OCDE (2020b) publie dans une étude spéciale le mois d'avril dernier l'impact des impôts sur les salaires. D'après cette étude, en 2019, c'est l'Italie qui a affiché le coin fiscal<sup>10</sup> le plus élevé à 39.2 %. En Finlande, en Grèce, en Suède et en Turquie, les coins fiscaux se situaient entre 37 % et 38 %. La Nouvelle-Zélande a enregistré le coin fiscal le plus faible (3.5 %), suivie du Chili (7.0 %) et de la Suisse (9.9 %). Le coin fiscal en Algérie reste de très loin l'un des plus élevés quand on sait que seules les charges sociales (patronales 26% et ouvrières 9%) représentent plus 35 % sans inclure les charges fiscales.

Mais Comment les systèmes fiscaux influencent-ils le choix des formes d'emploi ? Dans la majorité des pays, une proportion croissante de travailleurs tire des revenus d'activités n'entrant pas dans le champ des relations classiques entre employeurs et salariés. Si cette tendance est perceptible depuis quelque temps déjà, les responsables de l'action publique devraient étudier dans quelle mesure

---

<sup>9</sup> Le taux de mortalité infantile (en ‰ : pour mille naissances vivantes) se définit selon l'office national des statistiques comme « le rapport des décès d'enfants de moins d'un an, corrigés durant une année, aux naissances vivantes corrigées durant cette année ».

<sup>10</sup> Le coin socialo-fiscal évalue le coût total d'un travailleur pour l'entreprise, par rapport au salaire net que reçoit ce salarié. Il se compose du coin fiscal (coût de la TVA et de l'impôt sur le revenu par rapport au salaire net) et du coin social (coût des cotisations sociales salariales et patronales).

les différences de traitement fiscal selon le type d'emploi peuvent également l'alimenter (Landais, Piketty, & Saez, 2011). Thomas PIKETTY souligne longuement dans ses écrits l'impact des régimes fiscaux sur les inégalités mondiales notamment lorsqu'il appelle à une révolution fiscale tout en dressant un rapport sur les inégalités mondiales (Alvaredo, Chancel, Piketty, Saez, & Zucman, 2018) et en exposant l'état du Capital au XXI<sup>e</sup> siècle dans une étude mondiale de la répartition des richesses (PIKETTY, 2013). Les orientations politico-économico-sociales actuelles doivent insister sur l'analyse du rôle des institutions et idéologies dans la structuration de la société, en particulier au travers de leur implication dans le système éducatif, et plus globalement dans la régulation et la représentation des inégalités sociales (PIKETTY, 2019).

Par ailleurs, nous ne pouvons pas traiter les aspects du pouvoir d'achat sans aborder le chômage. Cet agrégat semble ne pas avoir de l'importance auprès des instances de l'ONS, car, les toutes dernières statistiques remontent à plus de cinq ans. En 2015, la population en Chômage au sens du BIT, était estimée à 1 337 000 personnes, atteignant un taux de chômage de 11,2% au niveau national, soit une hausse de 0,6 point par rapport à septembre 2014; réparti comme suit : 9,9% auprès des hommes et 16,6% auprès des femmes. Des disparités significatives sont observées selon l'âge, le niveau d'instruction et le diplôme obtenu. Le taux de chômage des jeunes (16-24 ans) atteint 29,9% (ONS, 2015). Ces pourcentages ont dû prendre d'autres dimensions après 2015 et encore plus pendant la période du confinement imposé par le gouvernement depuis le 14 mars dernier.

#### **4. Etat des lieux de l'impact sur la dynamique des affaires**

Avant d'aborder la situation économique et les répercussions de la crise sanitaire sur le domaine des affaires en Algérie, il est important de présenter d'abord l'état des lieux portant sur la situation économique en Afrique où les initiatives industrielles peuvent tirer parti de cet environnement en pleine mutation. L'Afrique a une économie formelle extravertie, avec un commerce se tournant de plus en plus vers ses nouveaux partenaires : en 2017, 46 % des exportations africaines étaient à destination de pays émergents. En outre, plus de la moitié des investissements directs étrangers (IDE) (55,6 %) réalisés en Afrique étaient motivés par le potentiel que représente le développement des marchés domestiques, une part correspondant à celle de l'Asie (55,7 %) et supérieure à celle de l'Amérique latine et des Caraïbes (44,8 %) (PEZZINI & MINSAT, 2019). En effet, pour quinze produits non agricoles, la demande locale africaine a augmenté plus vite que la moyenne mondiale entre 2005 et 2015. Enfin, l'augmentation des coûts de production en Asie pourrait améliorer la compétitivité de l'Afrique. Pour concrétiser ce potentiel, les pays africains doivent développer leurs propres chaînes de valeur régionales et locales au travers de réseaux de prod ancrés dans leurs territoires (AUC/OECD, 2018).

Stimuler l'industrialisation africaine passe par des politiques novatrices visant à exploiter le potentiel du secteur privé (ALLEN, HEINRIGS, & HEO, 2018). Contrairement à ce qu'on a toujours pensé, l'Afrique est la région la plus entrepreneuriale du monde : 22 % des Africains en âge de travailler créent de nouvelles entreprises, contre 13 % en Asie et 19 % dans les pays d'Amérique latine. Les jeunes PME sont le plus puissant vecteur d'emplois : la création nette d'emplois formels est réalisée à hauteur de 22 % par des entreprises existant depuis moins de cinq ans et comptant moins de vingt employés (PEZZINI & MINSAT, 2019). En Éthiopie, notamment, certains travailleurs préfèrent le travail indépendant aux emplois industriels : ils y trouvent des conditions de travail moins difficiles et souvent de meilleures perspectives de revenus. Les jeunes PME sont un pilier de la croissance inclusive.

Par ailleurs, à l'intérieur de ces évolutions et de ces tendances relatives à l'économie africaine, l'Algérie a connu aussi son propre parcours où depuis presque trois décennies, un processus persistant de désindustrialisation, qui se poursuit aujourd'hui sans que rien ne semble pouvoir l'enrayer. En 2016, l'industrie, hors secteurs pétrolier et gazier, ne représentait que 5 % du PIB, contre 35 % à la fin des années 1980 (BAD, 2017). La désindustrialisation ne se limite pas au déclin de la part de l'industrie dans le PIB (Talahite, 2018). Le retrait progressif de l'État du tissu économique, à partir de la loi portant autonomie des entreprises publiques promulguée en 1989, a fait que les entreprises privées représentent actuellement le pourcentage le plus important à plus 99 % du nombre total d'entreprises avec comme structure par secteur : 30.98% dans la production, 36.52% dans le commerce et 32.51% dans les services (BELOUTI, 2018a). Par conséquent, il est à préciser que la part de ce tissu privé dans le PIB est très faible ne représentant que 7.2% des recettes globales, soit 92.8 % des recettes sont réalisées par le secteur des hydrocarbures (BELOUTI, 2018b).

La fragilité du tissu économique telle qu'elle est exposée ci-dessus a fait que la crise sanitaire actuelle soit plus fatale que dans une économie qui n'est pas dépendante des hydrocarbures. En effet, le confinement qu'a imposé la pandémie aux PME et au TPE voire même aux grandes entreprises et au tissu économique dans sa totalité a entraîné des perturbations impactant l'activité des différents opérateurs économiques. 36% des entreprises prévoient une baisse de leur chiffre d'affaires de plus de 50% pour l'année 2020 (FERHANE & CHAIB, Avril 2020). Cela a été l'aboutissement de plusieurs facteurs tels que la rupture d'approvisionnement, le gel des investissements et leur report à des dates difficiles à définir. L'augmentation du besoin en fonds de roulement et la baisse de trésorerie ont empêché les entreprises à honorer leurs engagements notamment le paiement des salaires.

La confédération des industriels et producteurs algériens CIPA, dans son rapport présenté en mois de mai dernier, insiste sur le fait que cette crise sanitaire est une opportunité pour développer



les compétences nationales. Le rapport contient également les résultats d'un rapprochement d'information émanant de différentes institutions de l'État. Selon CIPA 2020, une nouvelle stratégie économique post-COVID-19 doit être mise en place autour des axes suivants :

- Une bonne gouvernance ;
- Une amélioration de climat des affaires ;
- Une stabilité juridique ;
- Une digitalisation de l'administration et des entreprises ;
- Une simplification des procédures administratives ;
- Une stratégie à l'export.

## **5. Etude de l'impact de la crise sanitaire actuelle sur les activités des entreprises en Algérie**

La présente étude a comme objectif de recueillir et de traiter pendant la crise sanitaire du Coronavirus : des données chiffrées, des avis et des propositions de dirigeants de 305 entreprises. L'objectif est de mettre en relief les effets directs de cette pandémie sur l'activité économique des entreprises. Cette étude s'intéresse à des sujets micro-économiques, notamment au volet d'exploitation et de gestion, affectant plus précisément les PME, qui représentent plus de 90% du tissu économique algérien (Belouti, 2018a). Dans ce qui va suivre, la présentation de l'enquête ainsi que de l'échantillon (V.1), suivie par l'impact de la crise sur les employés et leur mode d'organisation (V.2), l'étude de l'impact sur l'activité globale (V.3) ainsi que sur la situation financière (V.4).

### **5.1 Méthodologie et présentation de l'échantillon**

Vu que le contact direct avec les dirigeants des entreprises était difficile à cause des conditions imposées par les consignes nécessaires à respecter pendant cette crise, nous avons décidé d'approcher nos cibles à travers les réseaux sociaux. Notre choix a porté sur le LinkedIn, car c'est le réseau le plus utilisé par les professionnels notamment les cadres (SALENNE, 2020). La recherche sur ce même réseau nous a conduit à une base de données de plus de 4500 entre présidents directeurs généraux, directeurs généraux et managers en Algérie. Nous avons visé 500 d'entre eux en leur envoyant un lien menant à un questionnaire effectué sur « Google Forms ». Le nombre de réponses était de 305 toutes valides. L'envoi des questionnaires était effectué à partir du 05 mai 2020. La collecte a duré jusqu'au 25 mai 2020. Vu que nous visons essentiellement le domaine des affaires et l'activité des entreprises, nous avons exclu de notre choix les directeurs ayant une profession libérale.

L'échantillon contient parmi les 305 répondants 210 hommes et 95 femmes soit respectivement 68.85 % et 31.15% (Annexe 1)(travaillant dans des entreprises publiques et privées). Le choix au départ était fait en respectant une équitabilité de présence des deux sexes à l'intérieur des 500 cibles

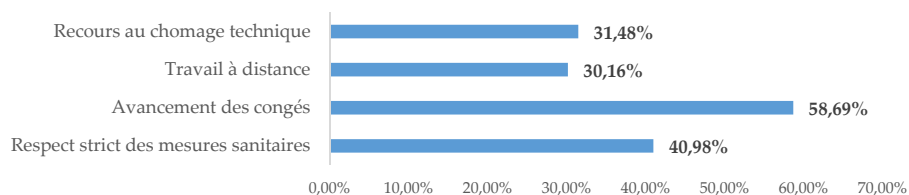
visées par notre enquête. L'écart des deux genres vient des réponses. Parmi les répondants, les PDG et les DG et les DAG représentent plus de 81% (Annexe 2). Ceci témoigne d'une volonté de centralisation de la communication en période de crise touchée surtout chez les destinataires de notre questionnaire qui l'ont transféré à leur supérieur hiérarchique. Nous remarquons aussi que la composition de l'échantillon par domaine d'activité est conforme à la structure du stock national d'entreprises (BELOUTI, 2018a). Les entreprises de production et celles de service ont les parts les plus importantes à savoir 37.05 %<sup>11</sup> et 29.51 % (Annexe 3).

Par ailleurs, la structure de l'échantillon par taille fait aussi valoir son équilibre quant à sa composition qui est similaire à celle du stock national d'entreprises. Les entreprises ayant un nombre d'employés inférieur ou égal à 500 représentent plus de 92 % (Annexe 4). Ce taux est de 99 % au niveau national (BELOUTI, 2018a).

## 5.2 L'impact de la crise sur les employés et leur mode de travail

La crise sanitaire a beaucoup affecté l'emploi. Les entreprises ont trouvé beaucoup de difficultés afin de recevoir leur personnel à l'heure par faute de transport et à cause aussi des horaires de confinement. Le réseau commercial s'est vu également affecté par ces nouvelles consignes. Face à des difficultés pareilles, plus de 31.48% des entreprises ont fait recours au chômage technique. D'autres entreprises ont préféré avancer les congés (58.69%) pendant que 30.16% ont choisi comme solution le travail à distance. Ce dernier n'est pas possible pour tous les postes de travail, ce qui fait que ceux qui sont obligés d'être présents n'avaient que le respect des gestes barrières comme solution. Curieusement, il n'y a que 40.98% des entreprises qui avouent avoir strictement respecté les mesures sanitaires (Graphique 3).

**Graphique 3 : L'impact sur l'organisation et le mode de travail en %**

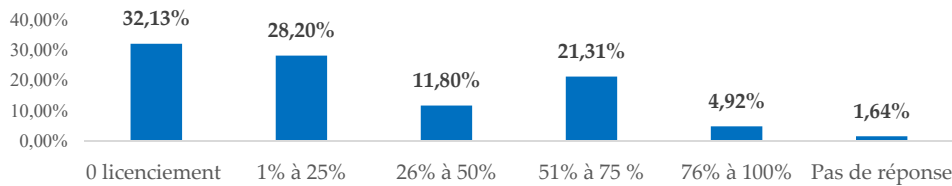


*Source : Réponse à la question Q4*

Parmi les répondants ayant entrepris les mesures précédemment exposées, plus de 40 % ont procédé au licenciement de plus de 50% de leur personnel. Seule une poignée d'entreprises représentant un pourcentage de 32.13 % n'ayant pas recouru à la compression de leur effectif (Graphique 4).

<sup>11</sup> Ce pourcentage regroupe l'industrie et le BTPH.

**Graphique 4 : L'importance du nombre de licenciements du personnel en %**



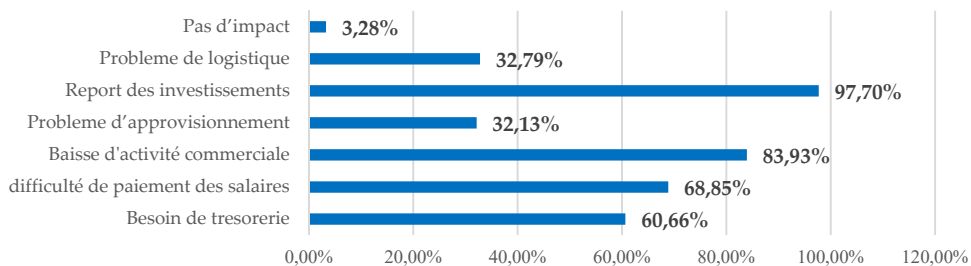
*Source : Réponse à la question Q5*

Ces chiffres sont très critiques quand on sait qu'il s'agit des répercussions relatives à seulement trois mois de crise sanitaire.

### 5.3 L'impact sur l'activité globale : la quête des solutions autour du management de crise

En tant que chercheurs, nous n'avons aucune visibilité sur l'impact exact du CORONAVIRUS sur l'activité des entreprises ni sur leur situation financière, avant de faire cette enquête. À notre surprise, presque 84 % des entreprises ont connu une baisse de leur activité commerciale (Graphique 5).

**Graphique 5 : Les risques par nature en %**



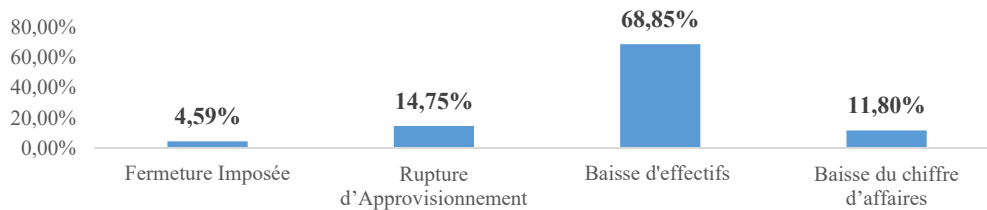
*Source : Réponse à la question Q6*

Cette dernière, étant la seule et unique source de recettes, est aussi la garante d'une couverture du risque de non-paiement. C'est pour cette raison que nous remarquons un report des investissements entrepris par plus 97.70 % des entreprises étudiées. Bien évidemment, la baisse d'activité n'était pas gratuite. Elle a engendré des problèmes de logistiques et d'approvisionnement pour plus de 32% des entreprises. Sans oublier que plus de 60 % encourent des problèmes de trésorerie et plus de 68% rencontrent même des difficultés pour payer les salaires.

À l'intérieur de ce climat des affaires très défavorable et désavantageux, nous avons essayé de cerner quelles sont les conséquences de cette crise les plus importantes aux yeux des entreprises étudiées. Pour cela, nous avons demandé aux répondants de choisir une seule conséquence qu'ils qualifient comme étant la plus importante qui les empêche d'exercer leur activité. Le pourcentage le plus élevé était celui de la baisse d'effectifs dont souffrent actuellement ces entreprises. En effet, plus de 68.85 % des entreprises souffrent d'une baisse d'effectif qu'elles considèrent comme la cause principale des autres dysfonctionnements affectant leurs activités. La baisse du chiffre d'affaires n'en est qu'une répercussion (11.80%) classée d'ailleurs en troisième position après la rupture

d'approvisionnement (14.75%). Parmi les 305 entreprises, il y a 4.59 % ayant subi une fermeture imposée par leur direction générale (Graphique 6).

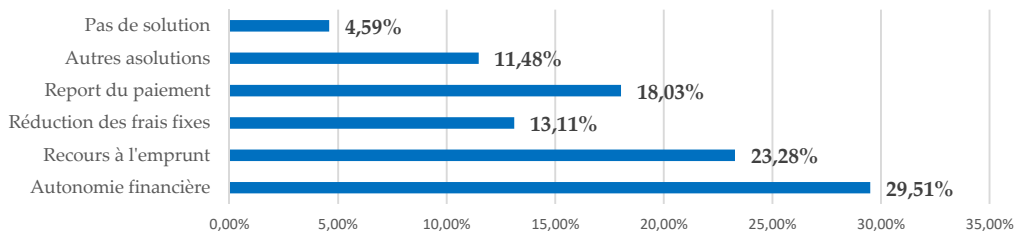
**Graphique 6 : Les conséquences les plus importantes en %**



*Source : Réponse à la question Q7*

Soucieux de trouver plus d'éléments d'analyse, nous nous sommes intéressés à la réaction des entreprises étudiées afin de tirer des enseignements quant à comment faire face à l'inédite crise sanitaire actuelle. D'abord, il y a les 4.59% d'entreprise qui sont à court de moyens, car c'est le même pourcentage des entreprises ayant connu une fermeture imposée. Sinon, plus de 52 % ont trouvé la solution autour du choix du mode de financement à savoir, 29.51 % avaient la possibilité de s'autofinancer contre 23.28 % ayant fait recours à l'emprunt. Il est très courant dans des situations de difficultés financières que les entreprises s'orientent vers la compression des charges fixes. Ces dernières représentent plus de 13.11 % du total (Graphique 7).

**Graphique 7 : Les solutions les plus prisées en %**

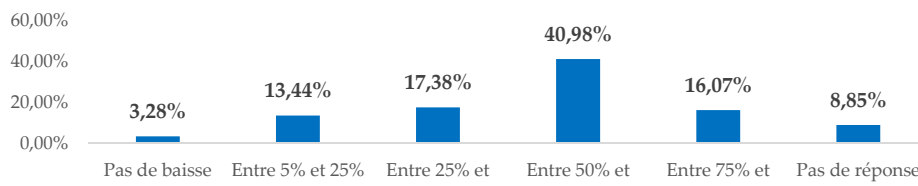


*Source : Réponse à la question Q8*

#### 5.4 L'impact sur les finances : actuel et d'ici la fin de l'année 2020

Nous voici arrivés à l'appréciation de la grandeur la plus significative lorsqu'il s'agit d'analyser l'évolution de l'activité d'une entreprise. La baisse des ventes, le manque d'effectif, les problèmes d'approvisionnement ainsi que les autres difficultés jusque-là soulevées ont été fatals pour les entreprises étudiées durant les trois premiers mois de confinement. En effet, plus de 74,43% des entreprises ont perdu plus de 25% de leur chiffre d'affaires. Pis encore, plus de 57 % ont perdu plus de 50 % de leur seule source de recettes financières (Graphique 8).

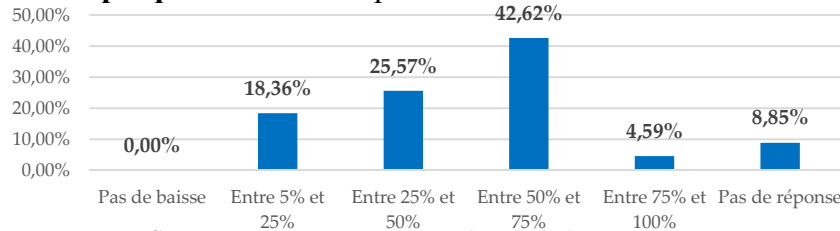
**Graphique 8 : La baisse de CA enregistrée en trois mois de crise (mars à mai) en %**



Source : Représentation graphique de la question Q8

Malgré les quelques manœuvres entreprises par les opérateurs économiques étudiés, plus de 47% de ces derniers pensent subir le risque de perdre plus de 50% de leur chiffre d'affaires annuel de l'année encours si les la crise perdure encore pendant le semestre prochain (Graphique 9).

**Graphique 9 : La baisse probable du CA à la fin 2020 en %**



Source : Représentation graphique de la question Q9

Les perspectives pour le deuxième semestre 2020 sont tributaires de l'état d'avancement des mesures engagées par l'État algérien afin de faire face à la crise sanitaire actuelle. Nous ne pouvons pas négliger le fait que nous sommes au milieu de l'année et que cette période est connue dans un temps normal par une stagnation de plusieurs activités, car c'était toujours la période habituelle des congés. Dans le cas d'une amélioration sanitaire éventuelle, les entreprises se trouveront dans l'obligation de faire un effort énorme de sensibilisation de leurs personnels d'abord ainsi que de leurs partenaires afin de reprendre le cours normal des choses. Ce qui est sûr, c'est que ces entreprises averties devront se prendre en charge afin de se préparer à des situations de difficulté qui peuvent surgir dans l'avenir.

## 6. Conclusion et perspectives : Après la crise ou comment vivre avec ?

La crise sanitaire actuelle mérite vraiment d'être qualifiée d'inédite. L'enquête que nous avons menée nous a permis de faire l'étude d'impact de la crise sur l'activité des entreprises algériennes. Ces dernières ont vu leurs activités hypothéquées notamment par rapport à une présence instable de leur personnel. L'arrêt complet du transport collectif a eu des répercussions néfastes sur la continuité de l'exploitation. Des solutions sont prévues pour remédier à cela, notamment le travail à distance, mais ne peuvent être généralisées sur la majorité des postes, faute de moyens et de flexibilité des conditions de travail.

Le bout du tunnel n'est pas visible. 34.75% seulement des entreprises étudiées déclarent être confiantes de surmonter les difficultés. Ce chiffre n'est pas du tout rassurant quand on voit que plus de 26.23% n'ont pas trouvé de qualificatif à leur degré de confiance et que plus de 13.11% renoncent déjà à leur survie (Annexe 5).

Afin de faire face à cette crise, et à la lumière des projections déjà déclenchées et mises à jour au fur et à mesure par les centres de recherches et d'études ainsi que les organisations mondiales telles que le FMI, la banque mondiale et autres, la majorité des études s'accordent sur trois grands axes d'intervention : la santé, la bonne gouvernance et le développement local. Ces axes ont été soulevés selon différents angles d'analyse et par différentes disciplines, à savoir : l'économie, la sociologie, la démographie, la géographie, l'anthropologie... Les orientations que nous allons citer représentent une sélection des plus pertinentes et des plus urgentes à notre point de vue, à savoir :

- 1) La santé doit être placée au centre de toute politique économique et commerciale. Les gouvernements doivent prendre des mesures efficaces, en mobilisant des moyens suffisants, pour prévenir l'infection et la contagion, pour mettre en œuvre des politiques ciblées pour soutenir les systèmes et les personnels de santé.
- 2) Mettre en valeur des domaines de compétence dont la nécessité a été prouvée lors de la crise actuelle, à savoir : la gouvernance des catastrophes, management de crise, éducation sanitaire... en les intégrant aux programmes des études supérieures et de formation professionnelle. Par conséquent, la formation des managers des opérateurs économiques ainsi que les cadres des institutions de l'État dans ces domaines-là est plus qu'urgente.
- 3) Développer la stratégie de l'État en intégrant la solidarité et le libéralisme au sein de différents domaines fondamentaux du développement, tels que la santé, l'éducation, ou le numérique. Telle est la vision contemporaine du développement comme le soulignent Elinor Ostrom et Oliver Williamson (Prix Nobel d'économie 2009) dans leurs travaux portant sur la gouvernance économique. Il y a également les travaux de Jean Tirole et son ouvrage « L'économie du bien commun » (Prix Nobel d'économie 2014). Ou encore les travaux de Esther Duflo, Abhijit Banerjee et Michael Kremer portant sur le développement humain, la santé, l'éducation et la lutte contre la pauvreté (les trois ensembles sont des lauréats du prix Nobel d'économie 2019).
- 4) Il est indispensable d'évaluer et de réévaluer les systèmes fiscaux afin de s'assurer que la politique fiscale est en phase avec les évolutions du marché du travail.
- 5) Voir en cette crise inédite « une opportunité » afin d'engager une réflexion et un recalibrage pour retrouver la croissance, et mettre en place un cadre juridique et un environnement propice au développement du domaine des affaires. Nous pensons que la demande interne en matière d'équipements sanitaires, l'industrie de transformation et les services numériques sont les cibles les plus importantes pour l'économie nationale de demain.
- 6) Malgré le potentiel du domaine des affaires en Algérie, l'entrepreneuriat reste sous-exploité pour participer à l'industrialisation. Les politiques publiques peuvent soutenir le rôle des entrepreneurs

dans l'industrialisation en ciblant les compétences entrepreneuriales, le développement des clusters et le financement des entreprises.

7) Nous terminons nos orientations par l'importance de l'ubérisation de la société. Dans les pays développés, aucun secteur économique n'a échappé à cette tendance de fond : les transports (les taxis, le covoiturage, mais aussi l'arrivée de la voiture électrique et bientôt autonome), l'hôtellerie, les services financiers, les services à la personne, la restauration, la publicité. La crise sanitaire actuelle a accordé à ce phénomène de nouvelles alternatives et comportements au travail tels que les études à distance et le télétravail. En Algérie, le e-gouvernement et la numérisation du secteur de la santé sont les deux projets les plus urgents.

Enfin, nous espérons grandement que cette crise soit un vrai catalyseur des bonnes actions, renforçant le domaine des affaires afin de le rendre plus fort et le préparer pour surmonter des crises futures éventuelles.

ANNEXES :

Annexe 1 : Ventilation des répondants par genre en %

	Nombre	%
Homme	210	68.85%
Femme	95	31.15%
<b>Total</b>	<b>305</b>	<b>100.00%</b>

Source : Question Q1

Annexe 2 : Ventilation des répondants par poste occupé

Poste occupé	Nombre	%
PDG	75	24.59%
Directeur général	98	32.13%
Directeur général adjoint	76	24.92%
Manager	30	9.84%
Autres	26	8.52%
<b>Total</b>	<b>305</b>	<b>100.00%</b>

Source : Question Q1 Bis

Annexe 3: Ventilation des répondants/ domaine d'activité en %

Domaine d'activité	Nombre	%
Service	90	29.51%
Industrie	95	31.15%
Commerce	102	33.44%
BTPH	18	5.90%
<b>Total</b>	<b>305</b>	<b>100.00%</b>

Source : Question Q2

Annexe 4 : Ventilation des répondants par taille<sup>12</sup> d'entreprise en %

Nbr d'employés	Nombre	%
TP (<10)	85	27.87%
PME (11 à 249)	198	64.92%
ETI (250 à 4999)	18	5.90%
GE (>5000)	4	1.31%
<b>Total</b>	<b>305</b>	<b>100.00%</b>

Source : Question Q3

Annexe 5 : Degré de confiance quant à la survie de l'entreprise en %

	Nbr	%
Très confiant de survivre	106	34.75%
Confiant de survivre à la crise	30	9.84%
Survivre peut-être à la crise	49	16.07%
Mon entreprise ne survivra pas	40	13.11%
Pas de réponse	80	26.23%

<b>Total</b>	305	100.00%
--------------	-----	---------

Source : Question Q10

Annexe 6 : Le questionnaire

**I. Présentation du répondant et de son entreprise :**

**Q1) Quel est votre sexe ?**

Homme

Femme

**Q1bis) Quel est votre poste ?**

PDG

Directeur général

Directeur général adjoint

Manager

Autres

**Q2) Quel est le domaine d'activité de votre entreprise ?**

Service

Industrie

Commerce

BTPH

**Q3) Quel est le nombre d'employés de votre entreprise ?**

TP (<10)

PME (11 à 249)

ETI (250 à 4999)

GE (>5000)

**II. L'impact de la crise sanitaire sur le management**

**Q4) Quels étaient les changements perçus ?**

Respect strict des mesures sanitaires

Avancement des congés

Travail à distance

Recours au chômage technique

**Q5) Quel est le degré de compression du personnel que étiez contraint de subir ?**

0 licenciement

1% à 25%

26% à 50%

51% à 75 %

76% à 100%

Pas de réponse

**Q6) Veuillez cocher les risques qu'encourez dans la liste par nature suivante ?**

Besoin de trésorerie

Difficulté de paiement des salaires

Baisse d'activité commerciale

Problème d'approvisionnement

Report des investissements

Problème de logistique

Pas d'impact

**Q7) Veuillez noter les conséquences les plus importantes de la crise actuelle de 1 à 4 ?**

Fermeture imposée

Rupture d'Approvisionnement

Baisse d'effectifs

Baisse du chiffre d'affaires

**III. L'impact de la crise sanitaire sur les finances**

**Q8) Comment avez-vous fait pour faire face à vos charges fixes ?**

Autonomie financière

Recours à l'emprunt

Réduction des frais fixes

Report du paiement

Autres solutions

Pas de solution

<sup>12</sup> TP : Très petite. PME : petites et moyennes entreprises. ETI : Entreprise de taille moyenne. GE : Grande entreprise



**Q9) Quel était l'impact de la crise actuelle sur votre chiffre d'affaires durant les trois derniers mois ?**

Pas de baisse  
Entre 5% et 25%  
Entre 25% et 50%  
Entre 50% et 75%  
Entre 75% et 100%  
Pas de réponse

Entre 25% et 50%  
Entre 50% et 75%  
Entre 75% et 100%  
Pas de réponse

**Q10) Vous dites, s'il vous plait, quelle est votre prévision de perte de chiffre d'affaires en fin d'année dans le cas où la crise perdure ?**

Pas de baisse  
Entre 5% et 25%

**Q11) Quel est votre degré de confiance quant à votre survie dans le cas où le deuxième semestre de l'année encours s'achève à l'intérieur de la période de crise ?**

Très confiant de survivre  
Confiant de survivre à la crise  
Survivre peut-être à la crise  
Mon entreprise ne survivra pas  
Pas de répons

#### REFERENCES :

- Allen, T., Heinrigs, P., & Heo, I. (2018). Agriculture, Food And Jobs In West Africa. *West African Papers*(14).
- Alvaredo, F., Chancel, L., Piketty, T., Saez, E., & Zucman, G. (2018). *Rapport Sur Les Inégalités Mondiales*. Paris: Editions Du Seuil.
- Auc/Oecd. (2018). Africa's Development Dynamics 2018: Growth, Jobs And Inequalities. *Addis Ababa/Oecd Publishing*.
- Bad. (2017). *Rapport Sur Les Perspectives Economiques En Afrique*. Banque Africaine De Développement, Ocde, Pnud.
- Belouti, N. (2018a, Décembre). Etude De L'évolution Du Taux De Mortalité Des Entités Economiques De La Wilaya D'oran De 2006 A 2016 : Quel Impact Sur Le Tissu Economique ? *Revue Marocaine De L'audit Et Et Du Développement*(47).
- Belouti, N. (2018b, Avril). L'organisation Et Le Management De La Fonction Achat Des Pme De La Wilaya D'oran : Qui Décide Des Achats ? *Publications De La Fsjes*(04), Pp. 247-266.
- Belouti, N. (2020). Analyse Rétrospective Et Prospective De La Situation Economique En Algérie : Quel Impact De La Crise Sanitaire Actuelle Provoquée Par Le Coronavirus ? *Colloque International Virtuel "Société(S) Et Pandémie",03 Et 04 Juin 2020*. Oran-Colloque Virtuel: Crasc / Fa3iloun.
- Belouti, N., & Lahlou, C. (2020). Gouvernance Des Entreprises Et Des Organisations Publiques En Algérie : Etat Des Lieux (29 Et 30 Janvier). *Congrès International : L'expert-Comptable, Une Compétence Au Cœur De La Gouvernance Des Organisations*. Sheraton Oran: Ordre National Des Experts-Comptables.
- Bérard, É., Gloanec, M., & Minvielle, É. (2009). Usages Des Indicateurs De Qualité En Établissement De Santé. *Journal D'économie Médicale*, 27(1), Pp. 5-20.
- Borrell, J. (2020). Covid-19 : Le Monde D'après Est Déjà Là... *Revue Politique Etrangère\_Covid-19 Choc Sanitaire Et Géopolitique\_2020\_2*(2 Eté), Pp. 9-23.
- Bouyacoub, A. (2020, Mai 21). La Wilaya D'oran : Le Taux De Mortalité Infantile Le Plus Elevé D'algerie En 2019 ? *Le Quotidien*, 09.
- Cipa. (2020). *Analyse Et Evaluation Des Mesures Prise Par Les Pouvoirs Publics Et Propositions De Nouveaux Mécanismes Visant Leur Renforcement Mai 2020*. Oran: Confédération Des Industries Et Producteurs Algériens.
- Ferhane, F., & Chaib, A. (Avril 2020). *Impact Economique Du Coronaverus Sur L'économie Algérienne*. Oran: Evidencia Business Academy.
- Fmi. (2020). *Perspectives De L'économie Mondiale*. Paris: Fmi.
- Gomart, T. (2020). Le Covid-19 Et La Fin De L'innocence Technologique. *Plitique Etrangère*(Eté 2), Pp. 25-38.
- Landais, C., Piketty, T., & Saez, E. (2011). *Pour Une Révolution Fisclae, Un Impôt Sur Le Revenu Pour Le Xxle Siècle*. Paris: Editions Du Seuil Et La République Des Idées.

17. Ocdc. (2020a). *Coronavirus Economie Mondiale Menacée. Perspectives Economiques De L'ocde, Rapport Intermédiaire, Mars*. Paris: Ocdc.
18. Ocdc. (2020b). *L'influence Des Systèmes Fiscaux Sur Le Choix De La Forme D'emploi. Les Impôts Sur Les Salaires 2018-2019*. Paris.
19. Ofce. (2020). *L'économie Européenne 2020*. Paris: La Découverte.
20. Oms. (2020, Mai 28). *Données Et Analyses Pour Les Objectifs De Développement Durables Relatifs A La Santé*. (L. M. Santé, Éditeur) Récupéré Sur [https://www.google.com/url?sa=T&rct=J&q=&esrc=S&source=Web&cd=&cad=Rja&uact=8&ved=2ahukewiovcafotbpahu7agmbhwqocmkqfjamegqicxab&url=https%3a%2f%2fwww.who.int%2fgho%2ffr%2f&usg=Aovva-w0uh80ym4\\_ws4b7rjke\\_7i](https://www.google.com/url?sa=T&rct=J&q=&esrc=S&source=Web&cd=&cad=Rja&uact=8&ved=2ahukewiovcafotbpahu7agmbhwqocmkqfjamegqicxab&url=https%3a%2f%2fwww.who.int%2fgho%2ffr%2f&usg=Aovva-w0uh80ym4_ws4b7rjke_7i)
21. Ons. (2015). *Activité Emploi Et Chômage En Septembre. Ons*.
22. Ons. (2019). *Demographie Algerienne*. Ons. Alger: Office Nationale Des Statistiques N°890.
23. Ons. (2020, Avril). *Indice Des Prix A La Consommation Mars 2020. Statistiques De L'ons*, n 293
24. Pezzini, M., & Minsat, A. (2019, Août). *L'industrialisation De L'afrique Nécessite Une Approche Continentale En Association Avec Les Entrepreneurs Locaux. Annales Des Mines - Réalités Industrielles*, 3, P. 8 A 12.
25. Piketty, T. (2013). *Le Capital Au Xxie Siècle*. Paris: Editions Du Seuil.
26. Piketty, T. (2019). *Capital Et Ideologie*. Paris: Editions Du Seuil.
27. Pinto, E., & Gonçalves, R. (2014). *Les Transformations Mondiales Et Le Nouveau Rôle De La Chine Dans Revue Tiers Monde 2014/3 (N° 219). Revue Tiers Monde pp 19 à37*.
28. Salenne, L. (2020, 06 29). *Slnweb*. Récupéré Sur [www.ludosln.net](http://www.ludosln.net): <https://www.ludosln.net/Quels-Reseaux-Sociaux-Choisir-Pour-Votre-Entreprise/>
29. Statista. (2020, Mai 28). *Nombre De Personnes Infectées Par Le Coronavirus (Covid-19) Dans Le Monde Au 26 Mai 2020, Selon Le Pays*. Récupéré Sur [www.statista.com](http://www.statista.com): <https://fr.statista.com/statistiques/1091585/morts-infections-coronavirus-monde/>
30. Talahite, F. (2018). *Industrialisation De L'algerie : L'obstacle Des Droits De Propriété. Afrique Contemporaine*, 2(266), P. 131 A 150.
31. Trainar, P. (2020). *Les Conséquences Economiques Du Covid-19. Commentaire*, 2(170), Pp. 255-264.